



SIPMCS-CNT, 37 bis rue des Trois Bornes 75011 Paris • presse.rp@cnt-f.org

À L'ASSAUT DU "BIEN COMMUN"



Les nuits du bien commun, un spectacle clinquant dans chaque ville de France. Des organisations triées sur le volet dans les domaines du patrimoine, de la culture, du handicap, ou de la natalité ont 3 minutes montre en main pour "pitcher" à l'américaine et convaincre les donateurs. Le commissaire-priseur fait monter les enchères. La vieille bourgeoisie se satisfait de sa générosité. Les associations font monter l'émotion. Une intervention de Marine Baousson, la caution gauche de la soirée, chroniqueuse de France Inter rafraîchit l'audience, mais le spectacle acrobatique de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris la réchauffe.

Pierre-Édouard Stérin, initiateur de cet événement, est connu pour avoir fait fortune avec les Smartbox. Son produit lui a permis également de mettre en place un système de mise à disposition de liquidité. Les box sont prépayées, utilisées bien plus tard, et même entre 10% et 20% ne sont pas utilisées du tout. Ne sachant plus quoi faire, il a gagné de l'argent et a "réussi", il s'est questionné sur le sens de sa vie. Après une révélation divine banale, il a décidé de mettre sa fortune à la disposition du catholicisme avec un rêve de devenir un saint (et de se faire canoniser). Voici une approche peu « cathodique » !

Il a diversifié ses sources de revenus dans beaucoup d'activités dans un complexe système galactique lié à une structure nommée au nom d'un journaliste de l'humanité qui avait publié le premier sur ses projets politiques. Il a également racheté Cerfia un diffuseur d'information pour faire de la propagande à grande échelle¹.

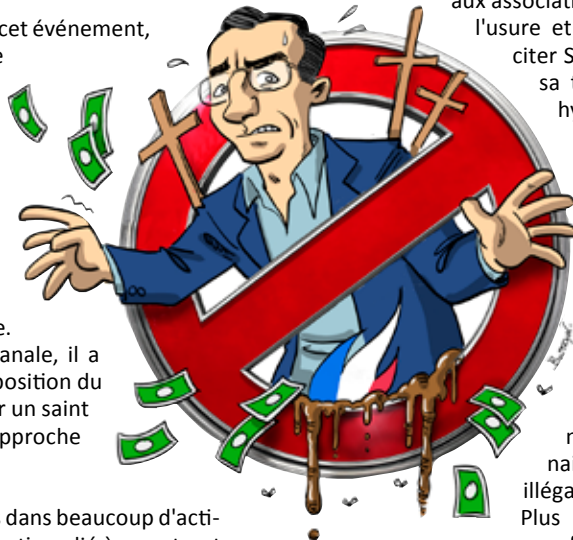
Economie et politique ne sont, en effet, jamais très loin, toujours corréls, soit par les lignes éditoriales ou pas les liens avec des hommes de pouvoir localement. Leur rappeler ne fait jamais très plaisir et ceci est une sensibilité sur laquelle appuyer.

D'ailleurs notons que ses entreprises notamment Smartbox commencent à souffrir de sa "notoriété".

Mais il a surtout monté son grand projet Périclès (acronyme pour Patriotes / Enracinés / Résistants / Identitaires / Chrétiens / Libéraux / Européens / Souverainistes) et pour y parvenir un montage de

sociétés colossale, complexe et dense. Sa stratégie est de noyauter les associations abandonnées par l'Etat. Stérin souhaite changer le monde, non en le combattant mais en le transformant de l'intérieur. Et le monde associatif représente à lui seul 1,6 millions d'employés. Ceci permet d'installer une influence, de mettre en place de "objets" poussés et surtout orientés sur les associations, en manque de moyens, ravalant parfois leurs principes. Par exemple de refuser les femmes voilées, punir les prises de paroles trop engagées, attaquer en justice un employé qui tente de trouver un logement à un sans-abris immigré. Exemple récent dont vous avez peut-être entendu parler « la maison de Marthe et Marie » une institution imposant à ses volontaires des prières.

Stérin patron des associations, a tout copié du modèle états-unien libertarien, encourageant les retraits des financements publics de l'État pour laisser place au privé, à la philanthropie, à la charité et au bon vouloir des donateurs et mécènes. Il ne refuse toutefois les réductions d'impôts diverses (notamment liées aux dons aux associations) ni l'argent public. Il condamne pourtant l'usure et la fructification de l'argent et se permet de citer Saint Thomas d'Aquin ; qui se retournerait dans sa tombe de voir son message détourné et son hypocrisie.



Et il y a les campagnes d'attaques contre l'éducation publique, notamment sur le sujet de l'éducation sexuelle, une présence grandissante dans les collèges catholiques privés ou sous contrat, un financement massif des programmes de soutien aux élèves en décrochage dans le territoire (Excellence Ruralités) et dans les banlieues (Espérance Banlieues) avec le petit twist, celui d'évangéliser les jeunes et surtout les musulmans. Les missionnaires de la miséricorde divine intervenaient régulièrement dans des colonies en toute illégalité.

Plus généralement Stérin mobilise ses ressources pour faire valoir la vision de la civilisation judéo-chrétienne et pour faire face à l'obscurantisme Woke. Nous dénonçons ces tentatives de blanchiment face au judéocides reconnus et de philo-sémitisme dans le but de restaurer une supériorité morale. La meilleure défense est l'attaque. Il s'est entouré de cabinets d'avocats offensifs qui menacent et attaquent en justice les alternatives à ses idéologies catho-évangéliques dès que possible. Les stratégies de défense sont toujours les mêmes : la victimisation, la propagation de fake news, puis la mise en place de campagnes de diffamation et d'intimidation.

Que faire ?

Mettons en lumière les liens entre Stérin et ses sociétés, le rapporter aux entreprises, aux associations, aux personnes qui travaillent avec ses sociétés.

Vérifions pour les associations et les organes de presse les financements. Ne renions jamais nos convictions. Un exemple de victoire, la colonie "Laissez-les servir" faisait intervenir "les missionnaires de la miséricorde divine" pour évangéliser les jeunes et percevait des aides de la CAF. Après un signalement l'inspection a fait annuler les aides. Boycottons Smartbox.

Et surtout Bloquons ses nuits (exemples de spectacle : *La Dame de Pierre*, *Le dernier secret d'Athos*, *Le serment du vigneron*, *Murmures de la cité*) !

Pointons du doigt les personnalités politiques et célébrités impliquées dans ces projets.

Younès

1 - Écoutez le podcast Radiofrance.fr podcasts culture-internet du mercredi 18-juin 2025



RETOUR SUR LA TENTATIVE D'OCCUPATION DU "PAVILLON VILLETTE" (PARIS) LE 10 SEPTEMBRE



Parmi les actions menées durant la journée de mobilisation du 10 septembre dernier, les médias ont peu relevé cette initiative lancée par l'intersyndicale "Cultures en lutte". Il s'agissait d'occuper le Pavillon Villette dans le 19ème, un lieu en construction qui devait accueillir la Maison des cultures urbaines ("Freestyle Villette") voulue par Rachida Dati pour une ouverture début octobre. L'enjeu était double :

- saboter/retarder le projet de Dati qui devait être son leg au ministère de la culture

- disposer d'un lieu autogéré qui pourrait servir de base arrière et héberger les AG du mouvement social en cours, sans avoir à miser sur le bon-vouloir de propriétaires de lieux tiers, et sans avoir à squatter la rue sous le regard des flics.

L'entrée dans le pavillon avait apparemment été négociée avec le ministère qui a accepté de prêter ce lieu 2-3h le temps de faire une AG, c'est pourquoi les agents de sécurité présents sur le lieu nous ont d'abord ouvert les portes. Nous nous retrouvons vite à plus de 200 personnes dans un bâtiment plutôt vaste de 3 étages. Nous commençons immédiatement à aménager le rez-de-chaussée avec du mobilier trouvé dans d'autres pièces. Je retrouve des têtes connues des luttes (occupations du cinéma La Clef et de la Gaîté Lyrique) et des collègues de mon secteur. Un bon nombre de métiers du théâtre, du cinéma et de l'événementiel me semblent représentés. L'organisation de l'occupation est donc syndicale : CGT Spectacle, CGT Culture, SUD Culture, FSU Culture, STUCS-CNT-SO et STAA-CNT-SO.

Rapidement, les agents de sécurité refusent de faire entrer de nouvelles personnes, ce qui met en péril la suite de l'occupation (pas d'aller-retour possible, pas de rotation entre les occupant-es). En parallèle, la Brav-M arrive et commence à encercler le pavillon. Après une séquence de négociation infructueuse avec les agents de sécurité, on décide en AG d'y aller au forcing, sans geste violent ou dangereux bien sûr. On débloque l'entrée et le lieu est de nouveau ouvert aux personnes qui attendaient dehors.

L'AG reprend et nous actons la volonté d'occupation illimitée du lieu. Après quelques discussions sur l'organisation concrète, des policiers de la CSI-75 entrent et stationnent devant l'issue principale. Un camarade du STUCS a, à mon avis, le bon réflexe de refuser que l'AG continue en présence des flics dans la même pièce. On fait une première ligne avec les drapeaux syndicaux pour attester de la

nature de l'action et protéger les camarades derrière. Ils nous disent attendre les consignes et assurent ne pas se montrer violents s'ils ne sont pas menacés, ce qui n'empêche pas l'un d'entre eux de pointer son taser sur un.e occupant.e, ce qui fait monter la tension. La directrice de l'établissement vient pour « négocier » un départ volontaire en « échange » de la non-intervention des flics. Nos appels à venir en soutien sont relayés à l'AG de Place des fêtes, ce qui ramène une bonne centaine de personnes dehors. La députée LFI du 19e Sarah Legrain est elle aussi en route. Les flics nous donnent alors 30 min avant de nous déloger.

Par vote, nous décidons de rester sur le lieu autant que possible - les personnes souhaitant partir dès à présent pouvant bien sûr le faire. On fait deux lignes debout face aux flics où on s'entretient par les bras, puis un tas derrière où les personnes sont allongées. L'évacuation des premières lignes se passe sans incident. Les agents à qui j'ai eu affaire m'ont semblé malhabiles et peu efficaces à nous déplacer, ce qui ne les rend pas moins dangereux car sans doute plus prompts à l'utilisation de techniques inadaptées, mais il est toujours bon de se rappeler que nous ne sommes pas confronté-es à des athlètes invincibles : nos résistances, notre nombre et une bonne stratégie peuvent les déborder et les mettre en échec. Les évacuations suivantes (des personnes à terre) sont plus violentes, mais je n'ai pas eu connaissance de blessé-es ou d'interpellation.

L'occupation de bâtiment public, même en construction, même si ça ne dérange personne me semble vouée à l'échec sans salarié.e connaissant l'endroit et y travaillant. Le fait que l'interlocuteur direct soit l'État et pas un propriétaire ou patron qui traiterait avec ses salarié-es joue aussi. Le lieu n'ayant pas d'activité, notre absence de nuisance me paraît être au final une faiblesse - nous n'avons pas eu de réel pouvoir de pression, le rapport de force a été uniquement physique. L'absence de voisinage direct nous prive aussi d'un soutien potentiel et permet à la police d'opérer à son aise. L'étiquette syndicale de l'action a probablement permis d'éviter une répression plus violente de la part de la CSI. La centaine de personnes venue en soutien à l'extérieur a aussi été précieuse sur ce point. Peut-être que davantage de ces renforts aurait permis de retarder, voire d'empêcher notre expulsion ? La grande majorité des personnes présentes étaient sérieuses et calmes et je trouve que l'autogestion s'est globalement bien déroulée, même si l'initiative a souvent reposé sur une minorité de syndiqué-es et de militant-es plus expérimenté-es (initialement, seules deux occupantes ont formé la première ligne face aux flics avant l'expulsion).

Par un syndiqué du SIPMCS-rp



PLAISIR DE LIRE



Pour ceux qui ne le savent pas, en plus de l'illustration, je travaille dans un machin qui s'appelle le « Centre Paris Lecture ». Sans entrer dans le détail, on fait des interventions sur les temps scolaires et périscolaires, autour de – je vous le donne en mille – la lecture. On est souvent en liaison avec des enseignants, des animateurs lecture, des éditeurs, des bibliothécaires... Et du coup, il y a une formule que j'entends régulièrement :

« Il faut transmettre le plaisir de lire. »

Bon, alors déjà, « transmettre », j'ai l'impression qu'on parle d'une MST. Du coup, quand on essaie de me transmettre quelque chose, j'ai toujours plus ou moins l'impression qu'on veut me baiser.

Je n'aime pas l'idée de transmission dans l'apprentissage. Transmettre, ça suppose forcément un sens unique, une hiérarchie, l'idée qu'il y a « celui qui sait » et, en-dessous de lui, « celui qui ne sait pas ». Il y en a un qui détient le savoir, et l'autre qui doit fermer sa gueule et l'écouter. Notez, c'est comme ça que ça se passe dès le début de l'école, hein : le Maître sur son estrade, et 30 couillons devant qui

doivent laisser leurs cerveaux ouverts et leurs bouches fermées pour recevoir la Sainte parole. Non, tout apprentissage devrait plutôt partir sur la base d'un échange. Pour rester sur la métaphore graveleuse juste au-dessus, l'apprentissage, c'est comme la baise : à deux, c'est mieux.

C'est encore plus flagrant quand on parle de plaisir ! Comment peut-on imaginer transmettre, apprendre le plaisir à quelqu'un ? Ça revient à lui dire, lui imposer ce qui est bien, ce qui est bon pour lui, fais-moi confiance, suis-moi aveuglément car JE sais ce qui est bien, crois en moi et tu auras la vie éternelle. C'est dans une vision pastorale de l'apprentissage. C'était bien la peine de séparer l'Église et l'État, de prôner l'éducation laïque depuis plus d'un siècle, si c'est pour qu'une séance de classe ressemble à une messe. Ni Dieu ni maître, bordel !

Le plaisir de lire, c'est pareil. Comme tout plaisir, c'est avant tout une démarche personnelle, non ? Si je prends du plaisir à lire, ce n'est pas parce qu'on m'a dit de le faire. C'est parce que, durant ma vie, depuis que j'arrive à déchiffrer trois mots, je me suis construit mes propres références, j'ai testé différents styles de livres, de BD, jusqu'au point où j'en suis maintenant. Bref, tout part du fait que, à l'origine, je sais lire.

Mais qu'en est-il de quelqu'un qui ne sait pas lire ? Qui lit peu, qui lit mal, qui lit avec difficulté ? Pour lui, est-ce que lire est un plaisir ? Bah non. Lire, c'est une exclusion, c'est le rappel permanent qu'il est mis à l'écart, qu'il n'est pas du bon côté de la plume. Alors, est-ce qu'on va lui parler du plaisir de lire, comme on parlerait du plaisir de jouir à un eunuque ? Est-ce que c'est ça, l'argument-choc pour pousser les gens à lire ? Leur dire « tu vas voir, tu vas pouvoir t'évader dans des mondes merveilleux avec des fées et des dragons, vivre des histoires de chevaliers et de princesses » ? Essayer de leur inoculer de force une émotion, une qu'on a ressentie et qu'on considère bêtement comme universelle ?

Un jour, pendant une intervention dans une école classée en ZEP, un gamin en total échec scolaire, qui en CM1 avait un niveau de lecture proche de celui d'un CP, m'a demandé, par provocation : « Pourquoi j'apprendrais à lire ? À quoi ça sert ? » Si je lui avais fait mon petit couplet sur le plaisir de lire, il m'aurait – à raison – jeté sa trousse à la gueule. Du coup, le seul truc que j'ai trouvé à lui dire, c'est : « Il faut savoir lire, parce que si tu ne lis pas, tu te feras chier dessus toute ta vie par les gens qui savent lire. »

Parce que la lecture, et sa grande sœur l'écriture, sont avant tout des enjeux de pouvoir. Comment est née l'écriture ? Ça a été inventé par quelques doux rêveurs mésopotamiens qui voulaient raconter de belles histoires ? Évidemment pas. Au départ, c'était un système qui permettait de compter ce qu'on avait en stock comme marchandises : jarres, vaches, sacs de blé, esclaves... L'épopée de Gilgamesh, c'est venu après. C'était un outil au service des possédants. La distinction existait déjà entre celui qui savait écrire et lire, qui détenait cet outil, et celui qui ne savait pas, et qui n'avait plus qu'à fermer sa gueule et à bosser. Et finalement, ça n'a pas des masses changé depuis 6 millénaires.

Voilà pourquoi il est fondamental que les gens sachent lire. Pas pour qu'ils y prennent du plaisir : la lecture n'est pas une fin en soi. Le plaisir de lire viendra par la suite, individuellement, sans qu'il soit besoin de le transmettre. Non, il est fondamental que les gens sachent lire parce que la lecture est un moyen, un outil ; l'enjeu n'a rien à voir avec le plaisir qu'on en retire, mais avec le potentiel que ça nous apporte.

Parce que lire, c'est une source d'intelligence, d'esprit critique avant d'être une source de plaisir. Et qu'en lisant, on en vient à écrire, ce qui est une bien meilleure façon de répondre à ce qui nous dérange que des balles de Kalashnikov.

Guillaume



Un peu d'Histoire...

Une imprimerie pas comme les autres : L'IMPRIMERIE DES GONDOLES

1939, la Retirada : nombreux-ses sont les républicain-es espagnol-es fuyant la dictature franquiste (450 000 à 500 000 personnes traversent les Pyrénées) qui s'exileront en France. Certaines s'installeront à Choisy-le-Roi dans le Val-de-Marne. C'est ici qu'est créée, en 1956, l'*Imprimerie des Gondoles* dans le quartier historique du même nom.

Ce « Projet pour la culture » (pseudo de l'imprimerie dans une organisation à peine tolérée) est né à l'initiative de la Fédération Locale de Choisy-le-Roi / Thiais (composée d'anciens de la guerre d'Espagne, déportés, résistants..., un de ses membres était typographe) de la CNT en exil et grâce à une souscription lancée par ses militants au niveau confédéral.

Car la presse est le moyen de garder le lien et d'entretenir la lutte dans une CNT en exil dispersée en France (Toulouse, Lyon, Bordeaux, Paris, Clermont-Ferrand, Marseille et dans bien d'autres villes et villages...). Il faut maintenir l'organisation pour continuer le combat et entretenir la mémoire de la révolution de 1936. D'autres tentatives d'imprimeries verront le jour, à Toulouse par exemple (capitale de l'exil, siège du Comité national de la CNT en exil).

Fidèle à l'esprit libertaire de 36, l'*Imprimerie des Gondoles* est ainsi une entreprise collective et autogérée (elle et ils sont 5 ou 6 à y travailler avec de 1 à 3 « professionnels » du métier, toujours à salaire égal, absence de hiérarchie classique...), une chose plutôt rare pour l'époque et ceci sur plus de 50 ans.

Créée sous couvert d'une SARL, et derrière des activités plus « tradi-

tionnelles et commerciales », elle sera dès le départ l'imprimerie de la CNT en exil, imprimant même le Bulletin Intérieur de la CNT, une publication interne qui vise à diffuser l'information et les décisions et aussi à débattre et coordonner des actions.

Elle imprimera donc de nombreux journaux et revues de la CNT. On retiendra *Ruta*, journal de la FIJL (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires), *Solidaridad Obrera*, journal important du Mouvement libertaire en exil, *Cenit*, revue culturelle basée à Toulouse... mais aussi d'autres, liés au mouvement libertaire français : *Action libertaire* (Paris, 1963-1965), *AIT* (Paris, Toulouse, Limoges, 1956-1978), *Bulletin d'informations AIT / Information AIT* (Limoges, 1972-1979)... ainsi qu'un grand nombre de tracts, affiches libertaires et syndicales...

Solidaridad Obrera (« Solidarité ouvrière ») avait été publiée en France à Paris dès septembre 1944. Ce journal anarcho-syndicaliste créé en 1907 à Barcelone et qui deviendra officiellement le journal de la CNT en 1915 sera « le plus lu des quotidiens anarchistes » jusqu'en 1939 et sera aussi diffusé clandestinement en Espagne malgré la dictature de Franco. En 1947, **Le Combat syndicaliste** (à l'origine journal de la CGT-SR) devient l'organe de la CNT-F (Section française de l'AIT à cette époque). La périodicité est d'abord irrégulière (1947-1961), mais à l'occasion de l'interdiction de *Solidaridad Obrera* par De Gaulle, en 1961, **Le Combat syndicaliste** « héberge » des pages en espagnol de la CNT en exil. Sa parution devient hebdomadaire et bilingue (1962-1982), uniquement français et bimensuelle (1983-1985), et enfin mensuelle à partir de juin 1985 pour redevenir bimestrielle en 2024.

Le poète anarchiste catalan Roc Llop i Convalia, rescapé du camp de Mauthausen dont les poèmes ont été publiés par deux fois et l'anarchiste autodidacte andalou Manuel Lozano soldat de « la Nueve »

libérateur de Paris publieront des recueils de poèmes par le biais de l'imprimerie.

La République espagnole en exil (gouvernement légitime de la Seconde République espagnole), la *Generalitat de Catalunya* (gouvernement autonome de la Catalogne), les partis républicains, la Croix-Rouge républicaine espagnole, etc. passeront aussi par l'imprimerie pour certaines de leurs publications.

L'*Imprimerie des Gondoles* est bel et bien un exemple de la façon dont les réfugiés espagnols ont continué à s'organiser, à lutter, à se cultiver et à informer une fois sur le sol français (l'espoir d'une chute rapide du franquisme s'est vite évanoui après la guerre). Pour rappel, l'Espagne franquiste sera finalement admise à l'ONU en 1955, après le Pacte de Madrid (hispano-américain) en 1953... En créant l'imprimerie, les libertaires espagnols se disposent à affronter ce qui s'annonce comme un très long exil...

Rétrospectivement, l'imprimerie met aussi en évidence le rôle militant joué par la presse d'après-guerre, que ce soit une presse intellectuelle et culturelle (*Combat*, *Les Temps modernes*...), politique avec un PCF très influent (*L'Humanité*, la presse régionale...), syndicale (La Vie ouvrière, bulletins de fédérations professionnelles des métallos, des cheminots...) et anarchiste et libertaire, avec l'apport des résistants et exilés espagnols (*Le Libertaire*, qui deviendra *Le Monde libertaire*, *Défense de l'Homme*, *Noir et Rouge*, *Solidaridad Obrera*...).

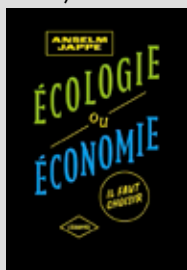
L'imprimerie fermera ses portes en 2006. La plus grande partie de ses archives est aujourd'hui conservée à La Contemporaine (Université Paris Nanterre).

Stéphane



Lectures

Anselm Jappe, Écologie ou économie, il faut choisir (L'échappée, 2025)



Le philosophe allemand Anselm Jappe, auteur de l'excel-lente biographie de Guy Debord au titre éponyme publiée par Denoël en 2001 et rééditée par La Découverte en 2020, est le principal représentant en France de la critique de la valeur. Ce courant (plus marxien que marxiste) radical, qui s'est développé en Allemagne dans les années 1980 sous l'égide du théoricien Robert Kurz (1943-2012), se différencie du marxisme traditionnel en ce qu'il prend pour cible les catégories de base du capitalisme : la valeur, la marchandise, l'argent et le travail, sous la forme de « travail abstrait ». Dans *Écologie ou économie, il faut choisir*, paru en novembre 2025 aux éditions L'échappée, Jappe démontre avec brio pourquoi la critique du capitalisme

– système consubstantiellement incompatible avec une vie digne sur Terre – gagnerait à cesser d'identifier ledit système aux seuls détenteurs de capitaux et devrait plutôt mettre l'accent sur la valeur, l'une des bases sur laquelle il repose et dont il faudrait se débarrasser d'une bonne fois. L'un des principaux apports du livre est la confrontation de la théorie de l'auteur à d'autres approches critiques, telles que la décroissance, l'écocritique, le primitivisme, la technocritique ou encore la collapsologie. À noter également sa réflexion lucide, quoiqu'un peu brève, sur le confort – auquel, insiste l'auteur, nous tenons tous – en tant qu'entrave au changement anthropologique dont nous aurions tant besoin. À nous de choisir, donc : anticapitalisme conséquent ou barbarie.

Ignazio Silone, L'École des dictateurs (La Lenteur, 2025)



Zurich, 1939. Deux Américains, Mr. Double Vê et son acolyte, le Professeur Pickup, y font une halte après un sinistre tour d'Europe. Au programme, les hauts lieux de l'autoritarisme : Rome, sous l'emprise des Chemises noires depuis 1922, les brasseries munichoises où Hitler fit ses premiers discours, ou encore les Invalides, lieu de repos de Napoléon. Une manière de s'instruire sur la meilleure façon d'imposer un régime fasciste outre-Atlantique.

Durant leur escale en Suisse, ils font la connaissance du mystérieux Thomas le Cynique, antifasciste expulsé de plusieurs pays en raison de ses activités politiques, qui aime débattre avec ceux qui ne pensent pas comme lui. Des treize entretiens entre les trois hommes se dégagent des analyses historiques qui n'ont pas pris une ride : l'anticonformisme factice proposé par le fascisme, la stratégie du bouc émissaire qu'il déploie, sa nature contre-révolutionnaire... Paru en 1938, *L'École des dictateurs*, qui demeure d'une actualité brûlante, se voit réédité par les éditions La Lenteur en cette fin 2025. Le lecteur y trouvera notamment un appareil de notes conséquent, signé Charles Jacquier, grand connaisseur du mouvement ouvrier au XX^e siècle. Impossible de clore cette note sans mentionner Ignazio Silone, auteur de ce livre original, à mi-chemin du théâtre, du pamphlet et de la fable. Né dans les Abruzzes en 1900, il est l'un des fondateurs du Parti communiste italien, dont il se séparera à la fin des années 1920, écœuré par le stalinisme. Contraint de s'exiler en Suisse, il fera de l'écriture sa planche de salut. De sa plume germeront des romans superbes tels que *Fontamara* et *Le Secret de Luc*, qui feront de lui l'un des plus grands romanciers du XX^e siècle, admiré par Albert Camus, George Orwell et Hannah Arendt.

★ SYNDIQUEZ-VOUS !!! ★

Le Syndicat Interprofessionnel de la Presse, des Médias, de la Culture et du Spectacle (SIPMCS) est un syndicat d'industrie, membre de la **Confédération Nationale du Travail (CNT)**.

- ★ Parce que nous refusons d'être des pions au service des multinationales ;
- ★ Parce que se battre pour de meilleures conditions de travail, c'est aussi se battre pour des médias et une culture libres ;
- ★ Parce que nous voulons prendre nous-mêmes nos affaires directement en main...

Si l'information et la culture ne doivent pas être une marchandise, elles ne le sont que trop souvent. Et cette logique économique totalitaire inclut la marchandisation des travailleuses et travailleurs de ces branches et leur extrême précarisation...

Nous nous réclamons de l'intercorporatisme, car la division ne peut que servir les intérêts du patronat : chacun-e pour soi, l'exploitation pour toutes et tous, et les profits seront bien gardés...